Décision n° 2020-1387
du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse
en date du 24 novembre 2020
modifiant les décisions n° 2011-1175 en date du 11 octobre 2011, n° 2017-0839 en date du 28 juin 2017, n° 2019-0903 en date du 17 juin 2019 et n° 2019-1613 en date du 23 octobre 2019
attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société TDF
pour un réseau ouvert au public du service fixe
sur le territoire national

Le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 36-7 (6°), L. 42-1 et R. 20-44-11 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2017 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2011-1175 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 11 octobre 2011 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société TDF pour un réseau ouvert au public du service fixe dans les départements de l'Indre-et-Loire (37), du Loir-et-Cher (41) et de la Sarthe (72) ;

Vu la décision n° 2015-1160 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 29 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs, telle que modifiée en dernier lieu par la décision n° 2017-0383 du 21 mars 2017 ;

Vu la décision n° 2017-0839 du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 28 juin 2017 modifiant les décisions n°2008-0695 en date du 17 juin 2008 modifiée et n° 2011-1176 en date du 11 octobre 2011 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société TDF pour un réseau ouvert au public du service fixe dans le département du Morbihan (56) ;

Vu la décision n° 2017-1332 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 9 novembre 2017 fixant les conditions d'utilisation des fréquences radioélectriques par les installations radioélectriques des liaisons point-à-point coordonnées du service fixe ;

Vu la décision n° 2019-0903 du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 17 juin 2019 modifiant la décision n° 2011-1216 en date du 18 octobre 2011 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société TDF pour un réseau ouvert au public du service fixe sur le territoire national ;

Vu la décision n° 2019-1613 du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 23 octobre 2019 modifiant la décision n° 2011-1240 en date du 20 octobre 2011 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société TDF pour un réseau ouvert au public du service fixe sur le département de la Loire-Atlantique (44) ;

Vu la décision du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 7 avril 2020 portant délégation de signature pour les décisions prises en vertu des articles 1er et 2 de la décision n° 2015-1160 du 29 septembre 2015 modifiée de l'Arcep portant délégation de pouvoirs ;

Vu la demande par voie électronique de la société TDF, reçue le 24 novembre 2020 ;

Vu le récépissé de déclaration de l'Autorité n° 13-0687 du 19 juillet 2013 relatif à l'autorisation d'établir et exploiter un réseau de communications électroniques ouvert au public et de fournir des services de communications électroniques au public accordée à la société TDF ;

Décide :

Article 1. Les annexes suivantes des décisions susvisées sont supprimées et remplacées par les annexes 1 à 5 à la présente décision :

- Les annexes 6 et 7 à la décision n° 2011-1175 en date du 11 octobre 2011,
- L'annexe 2 à la décision n° 2017-0839 en date du 28 juin 2017,
- L'annexe 1 à la décision n° 2019-0903 en date du 17 juin 2019,
- L'annexe 1 à la décision n° 2019-1613 en date du 23 octobre 2019.

Article 2. La présente décision ne modifie pas la durée initiale d'autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques précisée dans les décisions susvisées ci-dessous :

- Décision n° 2011-1175 en date du 11 octobre 2011,
- Décision n° 2017-0839 en date du 28 juin 2017,
- Décision n° 2019-0903 en date du 17 juin 2019,
- Décision n° 2019-1613 en date du 23 octobre 2019,

Article 3. Le titulaire de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est assujetti au paiement des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion, selon les modalités fixées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié susvisé.

Article 4. La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des liaisons, notamment de l'accord mentionné à l'article R. 20-44-11 (5°) du CPCE, ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R. 20-44-11 (8°) du CPCE.

Article 5. La directrice Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société TDF.

Fait à Paris, le 24 novembre 2020,

Pour le Président et par délégation

Jean-Luc STEVANIN
Chef de l'unité gestion des fréquences